

AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT

Le problème du retard de développement des pays du Tiers-Monde a suscité la curiosité des théoriciens chercheurs, et leur a servi de cadre d'analyses de base pour aider à la prise de décision. De même pour les grandes puissances qui veulent apporter chacun une touche de leur développement. Pendant la conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce ou OMC, de Hong Kong, la question agricole ainsi que celle du développement fut au cœur des négociations². Les Etats Unis et l'Union Européenne se sont confrontés sur les soutiens internes de l'aide alimentaire. Les enjeux étaient, pour le second, l'érosion des préférences et la protection de ses propres productions agricoles contre les importations en provenance de parties tierces mais cela empêcherait la croissance des exportations des pays en développement, principalement exportateurs de produits agricoles. Donc les subventions à l'exportation des pays développés furent éliminées, des accords agricoles consolidés. Tous ces efforts pour donner des dispositions favorables aux PED. Pour ce faire, différentes approches, dans le cadre de la science politique et de développement, ont été mise à jour. Avec ces approches, la science politique orientée vers le développement est placée au cœur du débat doctrinal. En ce qui nous concerne, nous allons situer le travail par rapport à ces idées et donner une vision d'analyse des problèmes des pays du sud. Géographiquement, les pays au-dessous de l'équateur bénéficient d'une nature plus généreuse que ceux au dessus, donc possèdent des avantages dans la transformation de cette nature. L'alimentation étant la base fondamentale de la vie humaine, ces pays devraient promouvoir leurs économies grâce à l'agriculture en fournissant ceux qui n'ont pas la même chance qu'eux, et régler ainsi le problème d'insécurité alimentaire. Le fait est que ce n'est pas le cas, on se demande dans quel mesure certains n'arrivent pas à leurs développement et comment d'autres ont réussi, avec ou sans cet avantage ? Pour susciter des réponses à cette question, il nous faut d'abord décrire l'économie agricole dans un premier chapitre et définir ainsi sa place dans le développement. Ensuite le second chapitre sera consacré aux cas de certains pays dont le secteur agricole est un point stratégique de développement.

² OMC, « retour sur la négociation agricole », Paris., du GRET, février 2006

Chapitre 1 :L'ECONOMIE AGRICOLE

L'agriculture étant l'activité économique la plus ancienne, les thèses qui la développe remonte déjà aux physiocrates. Dans ce temps chaque pays caractérisait sa propre économie et la contrôlait. Mais après la succession des différentes pensées, et les chocs historiques ; la vie tant économique que sociale et politique des pays fut radicalement bouleversée. Partant du même objectif qui est de se développer, les pays du Nord ont eu plus de chance que ceux du sud et profitent pour exercer leur emprise sur eux. Le fait est que les pays du sud sont les principales producteurs de produits agricoles et comme l'agriculture est toujours à la base irremplaçable de l'alimentation humaine, tout le monde, y compris eux même, s'intéresse sur ce que pourrait être ou ce que pourrait devenir l'agriculture. Etant l'assurance de l'alimentation de tout le monde, donc la survie de l'humanité, on ne peut pas alléger les problèmes dont l'agriculture se trouve confrontés. Il est donc normal, à savoir de notre devoir, d'assurer le bon fonctionnement de ce secteur d'où l'importance de l'économie agricole. Elle nous permet d'allouer les ressources naturelles, surtout la terre de façon optimale. Mais comment y procéder ? Les différentes théories qui en parle sont nombreuses ce qui constituera la première section de ce chapitre. Mais il est logique que ces théories ne sont que des représentations idéalistes qui définissent ce qui doit être pour atteindre un objectif déterminé, c'est pourquoi dans la deuxième section on étudiera l'agriculture selon les contextes socio-économiques que l'économie mondiale a successivement vécu.

Section 1 : Les théories économiques « agricoles »

A l'échelle de la vie de la planète, la naissance de l'agriculture apparaît au néolithique, alors que son développement et le bien-être matériel qui l'accompagne demeurent un phénomène des plus récents. Dès le début de l'humanité, l'alimentation est le grand problème de la vie dans un monde caractérisé par la rareté substantielle des ressources. C'est cette rareté qui est le fondement de l'économie. Les causes de la naissance de l'agriculture sont aussi nombreux que les écoles de pensée. Pour certains, l'agriculture est la conséquence de l'expression des besoins vitaux. Et comme l'homme se prolifère et que ses besoins excèdent la capacité de production de la nature ; il doit faire preuve d'intelligence et mettre en œuvre des techniques astucieuses pour produire plus que l'apport naturel des écosystèmes. La nature bien qu'immuable se répète comme mois, saison, mais si elle est cyclique, elle trouve toujours son équilibre. Tout désordre est alors intolérable, « l'ordre naturel des choses » ne doit pas être dérangé. Le fait est que même si l'alimentation était autrefois la seule grande préoccupation de l'humanité, son amélioration nécessite l'insertion de différentes

composantes qui doit l'accompagner. Le problème réside surtout dans le fait que même si la nature est un bien libre, son accès est restreint selon différentes conditions. Et les théories ainsi développées se concentrent surtout sur les techniques de bon fonctionnement des relations entre ceux qui ont accès libre aux ressources et ceux qui n'en ont pas. D'où le premier point de cette section qui parlera de la physiocratie avec ses classes ; tandis que dans le deuxième point on verra le point de vue libérale. Quant au troisième et dernier point de cette section on étudiera la place de l'agriculture dans les secteurs d'activités de la vie de l'humanité.

I. La physiocratie

« Physic » signifie nature et « craties » veut dire puissance. La physiocratie littéralement veut dire gouvernement de la nature et qui a une double signification.

D'une part, la théorie de la valeur part de la productivité de l'agriculture au cycle économique et reflet du cycle agricole. Contrairement aux mercantilistes qui préconisent l'origine de la richesse par l'accumulation physique d'or ; l'or qui est le seul élément de la valeur, les physiocrates pensent que l'accumulation de la richesse se base sur l'accumulation de la valeur agricole, que seule la production agricole peut produire de la richesse. En effet, l'agriculture et ses éléments caractéristiques sont les seuls capables de fournir la richesse à une nation. D'autres parts, la conception de l'organisation économique préfigure une fois centré dans les mécanismes spontanés du marché qui est guidé par les produits qu'on devrait vendre au marché.

La physiocratie est un courant économique apparu vers la seconde moitié du 18ème siècle, jusqu'à la fin du 18e siècle. Pour QUESNAY et les physiocrates, toutes les productions, toutes les richesses d'une nation, proviennent en dernière instance de l'agriculture³. L'agriculture ne permet pas seulement la production de subsistance, elle permet aussi d'obtenir toutes les matières premières dont les produits artisanaux et manufacturés sont faits. En fait, les physiocrates identifient ici terre et nature.

1. Concept de base de la physiocratie

Organisés comme un véritable parti politique, les différents membres de la physiocratie regroupés autour du docteur Quesnay vont dominer pendant un quart de siècle la pensée française, proposant un « modèle » cohérent destiné à apporter une « révolution d'en haut » confiant à l'agriculture un rôle d'entraînement. Littéralement la « physiocratie » veut

³ François QUESNAY, « le tableau économique »

dire : « gouvernement de la nature ». François Quesnay et les physiocrates ont prôné pour l'« ordre naturel » qu'on devrait respecter. Parmi les propositions de la politique économique, on trouve un plaidoyer général en faveur de la liberté du commerce et en particulier pour celui du blé, l'objectif recherché étant le « bon prix » et l'organisation de l'agriculture sous la forme de grandes exploitations affermées.

La construction physiocratique présente avec François Quesnay une double caractéristique : au plan philosophique l'analyse de l'ordre naturel, au plan économique l'analyse du circuit de dépenses entre classes retracé par le « tableau économique ». Transcendantes, les lois naturelles sont voulues par Dieu pour le bonheur des hommes ; l'ordre naturel en résultant qui renferme les lois fondamentales de toute société présente trois caractéristiques : la propriété liée à l'essence de l'homme et se déclinant en propriétés personnelles, mobilière et foncière ; la liberté spontanée égale pour tous ; l'autorité titulaire et désintéressée de monarque.

2. *Le tableau économique*

Le tableau économique constitue une véritable théorie de la production et décrit la manière dont s'opère entre trois classes la circulation du revenu national. La richesse est définie comme « la masse des valeurs qu'on peut consommer au gré de désirs sans altérer le principe qui les reproduit sans cesse » ; la production est considérée comme le supplément d'output obtenu par rapport aux inputs utilisés ; en découle le concept de productivité réservée à la seule activité agricole, les autres étant considérées comme « improductives » ou « stériles » qu'il s'agisse des activités commerciales ou industrielles. Pour produire sont effectuées les trois séries d'avances des trois classes suivantes :

- Classe productive : avance annuelle de cette classe, montant à deux milliards qui ont produit cinq milliards, dont deux milliards sont en produits net ou revenu ;
- Classe des propriétaires : revenus de deux milliards pour cette classe, il en dépense un milliard en achats à la classe productive et l'autre milliard en achat à la classe stérile ;
- Classe stérile : avances de cette classe d'un milliard qui se dépense par la classe stérile en achats de matières premières à la classe productive.

Quesnay et les physiocrates critiquent fortement la politique économique française inspirée par le « système mercantile » ; ils accusent le « colbertisme » de négliger l'agriculture au profit de l'industrie et du commerce. En effet la population rurale pauvre,

vivant essentiellement de l'agriculture se rue vers les villes où se concentre le commerce et les industries jugeant que ces deux domaines sont source rapide de richesses.

3. *Le produit net*

« Le produit net est le prix payé au propriétaire pour la permission que celui-ci a donnée de se servir de son champ pour y établir une entreprise »⁴. C'est-à-dire que ce produit net est constitué par «les profits » ou les «revenus » que l'on retire de la production des exploitations agricoles. Il est crée par l'agriculture ou le travail de la terre.

Le produit net est versé au propriétaire foncier en tant que revenu et ceci sans porter atteinte à la reproduction annuelle des richesses, puisque les agriculteurs ont récupère préalablement toutes leurs « avances » ou l'investissement préalable qu'ils ont utilisé y compris leurs « subsistances ».Le produit net doit intégralement dépenser par les propriétaires fonciers qui l'ont reçu comme revenu. Les propriétaires ont précisément pour rôle social de le distribuer. François Quesnay dans l'analyse de son tableau économique a fait intervenir des chiffres qu'il considère la production des agriculteurs. Il propose le cas suivant : les agriculteurs produisent l'équivalent de cinq milliards en produits agricoles ; ils conservent l'équivalent de 2 milliards pour pourvoir à leur entretien et pour procurer des avances à la terre, ils vendent 3 milliards restant aux deux autres classes. Grâce à cette vente, ils peuvent payer le produit net et acheter a la classe stérile des produits finis, qui serviront d'avances. Quesnay considère que ces avances peuvent diminuer si des taxes trop lourdes frappent les agriculteurs, si les dépenses non agricoles de la classe stérile et celle des propriétaires foncières sont trop fortes et si les commerces extérieurs et intérieurs manquent de liberté. Il est indispensable d'assurer la liberté de l'économie. Les physiocrates dépassent la vision mercantiliste de l'économie pour laquelle l'économie est la science des affaires de Prince. Donc, elle doit servir les producteurs et les citoyens et doit être libres de circulation et stimule la production et la richesse du tous, d'où la notion « laissez passer ».

Les physiocrates sont les premiers libéraux ; ils considèrent que l'Etat ne doit pas intervenir dans l'économie et qu'il doit respecter les lois physiques qui la guident. Les intérêts individuels et surtout ceux des agriculteurs sont conformes à l'intérêt général. Il faut respecter l'ordre naturel de l'économie et respecter la propriété privée.

⁴ François QUESNAY, « le tableau économique »

II. L'agriculture dans les théories libérales

La théorie capitaliste se fonde sur l'idée de libéralisme économique. Contrairement à la physiocratie, elle accorde toute son importance à la classe capitaliste qui ne figure pas dans le tableau économique de Quesnay, donc fait partie de la classe stérile. Le capital est le facteur de la dynamique de l'économie marchande et donc dans la production agricole marchande⁵. L'activité agricole est accomplie par une société pour répondre à ses besoins alimentaires et, dans le même temps, pour accéder au rang de grande puissance économique. La plupart du temps la société dont il est question est une société capitaliste où la place de l'agriculture dans la dynamique du système capitaliste est définie au préalable c'est-à-dire le rôle de l'agriculture dans l'accumulation du capital. Après son ouverture aux marchés extérieurs, un pays bénéficie de plus de débouchés qu'avant grâce à la facilitation de l'exportation de ses produits. De même dans la filière agricole, la production n'est plus consacrée à la subsistance mais aussi à l'exportation (d'habitude des matières premières). On constatera donc un accroissement de la production et donc une croissance économique. Mais avec le surplus de profit ainsi obtenu, on a intérêt à investir d'avantage pour promouvoir la production d'où l'importance du capital ; produire plus pour investir plus. Mais cela ne se passe pas forcément de cette manière surtout pour la plupart des pays à économie agricole. L'approche libérale de Rostow et le modèle dualiste de Lewis auront beaucoup d'écho dans la « vie agricole ».

1. Approche libérale de l'économie agricole

Le terme " étapes de la croissance " fait penser à l'évolution linéaire de la croissance, analysée par Rostow⁶. On distingue trois grandes étapes dans l'évolution agricole selon Mellor et Johnston⁷. La première est celle des prés conditions du développement agricole. Pendant ce stade, les changements institutionnels et de comportements indispensables à la croissance de l'output se mettent en place. Ces changements sont caractérisés par : l'amélioration de la structure foncière, de l'accès au marché des biens de consommation, de l'information concernant les techniques disponibles, du changement des comportements et de l'extension de la réceptivité des agricultures au progrès.

⁵E. T. Mandrara, « dynamique de l'économie marchande »., l'Harmattan

⁶W. Rostow, « les étapes de la croissance »., le seuil, 1960

⁷Alain MOUNIER, 1992, « Les théories économiques de la croissance agricole », collection ECONOMICA, p25

La deuxième est celle de l'augmentation de l'efficacité des processus de production agricole par la diffusion d'innovation « labour-intensive » et « capital-saving »⁸. Cette innovation consiste à utiliser moins de capital et plus de main-d'œuvre. Cette étape est adaptée au développement agricole à condition que le secteur agricole soit l'activité productive dominante avec la population et le revenu par tête, et le capital nécessaire à l'expansion du secteur industriel est rare.

La troisième et dernière phase de l'évolution agricole est caractérisée par une technologie, " capital-intensive " et " labour-saving ". A cette étape, on utilise plus de capital et moins de main-d'œuvre. Cette dernière phase est celle dans laquelle le poids relatif de la production et de l'emploi agricole dans l'économie se réduit à un rythme rapide.

Le rôle déterminant de la fonctionnalité du secteur agricole est comme suit : il consiste d'utiliser les ressources abondantes et d'économiser les ressources rares et de lever par là certains facteurs limitant le développement des autres secteurs économiques. Ainsi, la technologie agricole s'adapterait au stade de développement économique caractérisé par une dotation en ressources déterminée.

2. Le modèle dualiste : le développement avec une offre illimitée de main-d'œuvre (Lewis, 1954)

Il s'agit du modèle le plus justement célèbre de l'économie du développement, qui restitue le mécanisme de la croissance dans une économie traditionnelle. Lewis part tout d'abord du principe classique d'accumulation selon lequel les profits sont à l'origine de l'épargne, de l'investissement et donc de la croissance. La classe des capitalistes industriels ou agricoles (plantations) est en outre la seule à investir de façon productive, contrairement aux classes dominantes des sociétés traditionnelles : propriétaires terriens, commerçants, banquiers, prêtres, militaires, aristocrates, qui ont d'autres intérêts : palais, monuments, temples, fortifications, etc. Ainsi, le développement ne peut subvenir que si la répartition des revenus se modifie en faveur des capitalistes, aussi bien du secteur privé que du secteur public.

Ensuite, Lewis considère une économie à deux secteurs : le secteur capitaliste et le secteur de subsistance. Dans celui-ci on trouve bien sûr l'agriculture traditionnelle, mais aussi tout ce que l'on appelle aujourd'hui le secteur informel : travailleurs occasionnels, petits

⁸Alain MOUNIER, 1992, « Les théories économiques de la croissance agricole », collection ECONOMICA, p29

marchands, domestiques, gardiens, etc. La productivité des travailleurs est très faible, comme les revenus. Beaucoup, employés ou non, sont improductifs : par exemple, le travail de la ferme pourrait être fait avec moins de personnes, plusieurs gardiens sont employés là où un seul suffirait, etc. cela signifie que la productivité marginale peut être très faible ou même nulle, inférieure au salaire ou au revenu perçu. Dans la ferme traditionnelle le revenu moyen correspondra à la production divisée par le nombre des membres, même si certains ont un produit marginal inférieur.

Il en résulte du point précédent que l'économie dispose d'un excédent de main-d'œuvre correspondant au chômage déguisé du secteur de subsistance. Cette abondance de main-d'œuvre non qualifiée explique l'expression « offre illimitée de main-d'œuvre » : le secteur capitaliste moderne trouve dans le secteur de subsistance des réserves de travailleurs sans avoir à augmenter le salaire qui reste fixe. Selon les termes de Lewis : « l'offre de travail est illimitée aussi longtemps que, pour un salaire donné, elle excède la demande de travail ». Ceci peut encore s'exprimer par l'idée d'une offre infiniment élastique de main-d'œuvre.

La scène étant mise en place, Lewis met la pièce en mouvement : le développement, dans une économie dualiste, consiste dans la réduction progressive du secteur archaïque et le renforcement du secteur moderne. Celui-ci va progressivement absorber la main-d'œuvre du secteur de subsistance, grâce à un salaire un peu plus élevé, mais qui reste faible. L'embauche va d'abord durer tant que la productivité marginale des travailleurs est supérieure au salaire. Le profit réalisé va être investi par les capitalistes, ce qui permettra d'accroître la productivité marginale, et d'entamer une nouvelle phase d'embauché, jusqu'à l'égalisation salaire-productivité marginale, et ainsi de suite... A la fin de processus, toute la main-d'œuvre en excédent sera absorbée par le secteur capitaliste, les revenus et les salaires vont alors s'élever dans le secteur de subsistance où la main-d'œuvre n'est plus abondante, et également dans le secteur moderne.

III. La théorie des « trois secteurs »

Le développement a depuis longtemps fait l'objet des différents débats, de politique, surtout quant on parle des pays sous développés. Chacun s'est efforcé à y parvenir et ça a marché pour certains d'autres n'ont pas eu assez de chance ou plutôt assez de techniques et de moyen. Considérons en particulier le processus de développement en tant qu'évolution des trois secteurs d'activités économique. L'agriculture celle classée primaire est aussi une des principales activités des pays en voie de développement. La théorie des « trois secteurs » est

une autre conception « linéaire » du développement car d'après elle, le développement serait un changement de structures progressif et uniforme. Le changement ainsi voulu se ferait par une même succession de phase pour tous les pays. Mais on ne peut pas pour autant s'y fier puisque les pays ne sont pas tous les mêmes. Nous allons donc définir dans un premier point les trois secteurs d'activités pour ensuite expliquer la théorie et l'évolution des trois secteurs dans un second point. Un troisième point sera consacré à mettre en liaison l'agriculture avec l'industrie.

1. Les trois secteurs d'activité économique

L'économie de tout pays a commencé par la production agricole mais pour aller vers le développement il faut que chaque pays traverse les trois secteurs d'activité suivants :

- D'abord, le secteur agricole consacré essentiellement à la production des biens de premières nécessités ou des biens de consommation ;
- Ensuite, l'économie doit s'orienter vers les services constituant le deuxième secteur où la communication entre agents économiques prend beaucoup d'importance ;
- Enfin, la dernière : le secteur tertiaire qui est basé sur l'industrialisation. La production ne sera qu'agricole mais aussi industriel avec des produits finis.

2. Théorie et évolution des trois secteurs

La théorie des trois secteurs (primaire, secondaire, tertiaire, assimilé ici à l'agriculture, à l'industrie et aux services) est attribuée généralement à Colin Clark⁹, mais elle a des antécédents lointains, notamment chez William Petty (1691), et a connu d'autres formulations, notamment en France, avec J. Fourastié (1949).

La théorie d'un développement caractérisé par un changement dans le poids relatif des secteurs de production peut s'exprimer en termes de population active ou de valeur ajoutée. Il s'agirait d'un glissement par exemple de la population active dans secteur primaire vers le secteur secondaire, puis du secteur secondaire vers le secteur tertiaire. Un tel glissement peut provenir du jeu de deux facteurs : l'évolution relative de la demande adressée à chacun des trois secteurs, les conditions d'application du progrès technique dans les trois secteurs.

On considère généralement que l'élasticité de la demande par rapport au revenu est supérieure pour les produits industriels à ce qu'elle est pour les produits agricoles ; mais parallèlement, la croissance de la production est généralement plus rapide dans le secteur

⁹Colin Clark, « les conditions du progrès économique », 1ère éd., 1941

industriel que dans le secteur agricole. C'est d'ailleurs un des avantages attendus de l'industrialisation.

3. *L'agriculture et l'industrie*

a) L'agriculture est nécessaire à l'industrie

L'accroissement de la productivité agricole est nécessaire à l'industrialisation pour différentes raisons :

- Permettre une meilleure alimentation, condition d'un accroissement de productivité dans le secteur industriel¹⁰ ;
- Dégager la population active susceptible de travailler dans le secteur industriel dans l'excédent de main d'œuvre rurale ;
- Les produits agricoles exportés du pays procurent des devises
- L'agriculture fournit des matières premières à l'industrie : une part importante de l'industrie des pays en développement repose sur la transformation de produits agricoles.

b) L'industrie nécessaire à l'agriculture

L'industrie efficace représente un intérêt capital pour le développement en particulier pour l'agriculture. Les raisons en sont partiellement symétriques des précédentes.

- L'industrie assure un débouché pour les produits agricoles, elles peuvent être tournées vers le marché intérieur ou vers l'extérieur ;
- L'industrie approvisionne l'agriculture, sous réserve qu'elle soit compétitive par rapport à l'importation, les moyens techniques permettant l'accroissement de la productivité agricole : matériel agricole simple ou complexe, engrais, matériel de canalisation, de construction, outillages divers, etc.

Il est donc étonnant qu'une croissance rapide de la production agricole soit souvent associée à une croissance rapide du produit global et inversement¹¹. Les pays qui avec une faible croissance agricole et une forte croissance globale font exception à cette règle sont essentiellement des pays miniers ou pétroliers.

¹⁰ Pour une bonne qualité du capital humain

Section 2 : L'agriculture dans les contextes historiques

L'agriculture est l'ensemble des travaux qui modifient le milieu naturel pour produire les végétaux et les animaux utiles à l'homme. Elle est donc à la fois, une transformation du milieu et une adaptation à certaines de ses potentialités, en particulier celles destinées à son alimentation. Au fil du temps les agriculteurs-éleveurs peuvent nourrir d'autres personnes ne travaillant pas pour l'alimentation¹². Les sociétés sont d'autant plus évoluées qu'elles consacrent moins de temps à se nourrir pour s'adonner à des activités artisanales, esthétiques, intellectuelles ou encore spirituelle. L'agriculture se développait depuis le moyen âge, dans une économie productrice particulière qui secrète une société elle-même particulière ; la société paysanne. Il n'est plus question de survie mais de vie tout court, puisque les ressources naturelles sont exploitées par un groupe de la société seulement. L'activité agricole n'a pas pris, dans tous les continents la même forme ni la même évolution d'autant plus que la nature n'est pas généreuse de la même manière pour tout le monde. Comme sur toutes autres activités de l'homme, les différents chocs, crises ou révolution ont eu des impacts sur l'agriculture. Comment le secteur agricole ou bien les « acteurs agricoles » ont-ils réagi face à ces différents bouleversements ? Pour une étude plus large du sujet, on parlera dans cette section des trois points suivants : l'agriculture et la colonisation ; l'agriculture et la libéralisation des échanges ; et le rôle de l'Etat dans le développement agricole.

I. Agriculture et colonialisation

A des degrés divers, la plupart des PED ont en effet été le terrain de la colonialisation des grands empires émanant des pays d'occident. Leurs contours politiques actuels ont par ailleurs été largement déterminés par cette histoire et par leur accès à l'indépendance. Il ne convient pas ici de juger du bien-fondé historique des processus de colonialisation puis de décolonisation, notamment dans la perspective de développement. Par contre ces différentes périodes et étapes politiques ont indéniablement laissé des traces dans le monde rural dans ses paysages et son fonctionnement.

« A l'origine, un agriculteur est un « colon ». Il a ensuite signifié plus précisément une personne envoyée mettre en valeur des terres nouvelles, loin du centre du pays, sur ses franges ou dans des territoires conquis outre-mer » (R. Brunet, 1992, p.107). Certes les processus de décolonisation ont tâchés, parfois avec succès, d'en gommer toute trace dans les

¹¹ Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 1982 ; sur l'expérience des années 70 et pour les pays où l'agriculture représentait au moins 20% du produit

¹² Ce sont, selon l'expression d'Aristote les fameuses classes « improductives », les prêtres et les guerriers

paysages, les mentalités, les infrastructures ou encore l'économie mais histoire et géographie ne semble pas pouvoir être séparées dans une étude des crises et des mutations des agriculteurs et des espaces ruraux.

1. *Le contrat colonial*

Le « contrat colonial » s'appuyait largement sur une exploitation destinée non à satisfaire des besoins locaux mais une demande extérieure, qui émanait principalement des métropoles colonisatrices. En ce sens, on avait véritablement affaire à une agriculture d'exportation. Fondé sur l'exploitation d'une main d'œuvre bon marché voire sur l'esclavage des populations locales ou d'une population « importée » de force (le plus souvent depuis le continent africain), cette colonisation exploitait les spécificités bioclimatiques des espaces ruraux pour produire un certain nombre de cultures particulières. Dans le monde tropical ou subtropical, son expression la plus achevée est sans doute *l'agriculture de plantation, articulée autour de la monoculture* du café, du cacao, de la canne à sucre, du coton, du tabac, du caoutchouc, du manioc ou encore de la banane. Une brusque intrusion de la modernité dans les systèmes de production traditionnels est incontestablement facteur de crise et mutation. « Alors que l'agriculture nourricière tropicale est la plus primitive du monde, l'agriculture de plantation est l'une des plus modernes. Elle est fondée sur des techniques ou scientifiques très poussés, utilise souvent des machines agricoles et des méthodes agronomiques savantes. Bref, elle fait figure d'entreprise industrielle par rapport à l'économie traditionnelle environnante. » R. Lebeau, 1986, p. 139

Spatialement restreintes dans le monde mais de très grandes dimensions, basées sur une agriculture d'inspiration scientifique, ces plantations sont grosses consommatrices d'investissement et de main d'œuvre. Ce type d'exploitation est pourtant à haut risque compte tenu de l'instabilité politique, de la concurrence croissante des petits planteurs locaux ou des transferts de cultures inopérants ou difficiles du fait des maladies de certaines plantes.

2. *Nouvelles formes de colonisation*

Une des conséquences de la mondialisation des marchés est en effet l'apparition de nouveaux modes d'exploitations basées sur l'exportation. Une dépendance économique et capitaliste se substitue ou survit à la dépendance politique, où toujours le marché extérieur est préféré au marché intérieur moins large et moins rémunérateur. Ces associations contractuelles entre grandes entreprises et gouvernements prêtent également souvent le flanc à la corruption et ne profitent que rarement aux populations rurales locales. La partie d'une

agriculture spéculative est donc aussi celui du contre-développement en ce sens que les richesses sont de plus en plus mal réparties et que la facture sociale s'accroît.

Aussi paradoxale que cela paraît, Madagascar a beau être un pays en développement mais les citoyens malgaches ne sont jamais en retard sur les dernières découvertes dans le monde, surtout s'il s'agit de la mode ou des marques que ce soit vestimentaire ou d'automobile. Même si l'accessibilité à ces « nouveautés » est restreinte, à cause des prix, des malgaches en possèdent quand même puis la majorité de la population suivra avec au moins un exemplaire du bien. C'est le cas des jeans « slim » adoptés par les filles malgaches, on assiste à une colonisation du mode vestimentaire. En revenant sur notre thème, seuls les ménages les plus pauvres se nourrissent de plat à base de riz. Submergé par le travail, une lutte quotidienne contre la faim, on assiste maintenant à une sophistication des nourritures mais cela est du aussi à l'existence de plusieurs choix d'alimentation sur les « marchés », les plus consommés étant les spaghettis ou les pattes chinoises, essentiellement importés. Alors même le mode de nutrition est influencé par celui étranger, plus facile à préparer et à digérer.

II. Agriculture et libéralisation des échanges

Dans le contexte de la mondialisation une ouverture aux marchés extérieurs fut à l'ordre du jour des échanges mondiaux. Les produits agricoles comme tous les autres produits ont vu leur production s'accroître, ce qui a été notamment le principal objectif, la croissance. Mais les analyses sur l'impact de la libéralisation des échanges agricoles ont pu être critiquées pour leur approche trop globale et leur incapacité à intégrer les spécificités des différentes structures de marché au niveau des produits, ainsi que la complexité des différents régimes de politique commerciale. Il convient de bien différencier ces marchés en fonction de la nature des distorsions.

En effet, la croissance ainsi posée comme objectif n'est pas remarquée dans certains pays ayant libéré leur marché plus particulièrement dans les pays dont les produits sont principalement à base agricole. Le libéralisme économique ne profite qu'aux pays déjà considérés comme grandes puissances mondiales. Les produits agricoles sont des matières premières à faible valeur ajoutée. Les pays agricoles exportent les matières premières des biens finis qu'ils importent ensuite, alors que l'agriculture est un processus nécessitant beaucoup de main d'œuvre et la plupart des cultures sont effectuées de manière traditionnelle ce qui explique la faible productivité du secteur agricole. Le libéralisme a pris une importance grâce à ces vertus mais on assistera à une situation paradoxale en analysant l'agriculture dans

l'économie mondiale caractérisée surtout par les grands pôles de puissance économiques, et de l'agriculture dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

1. Les vertus de la libéralisation du commerce

Partant d'une situation d'omniprésence des Etats dans le développement agricole, les programmes de libéralisation ont cherché à promouvoir le marché comme dispositif privilégié de coordination et la « vérité des prix » comme garante de l'efficacité dans l'économie. Libéraliser le commerce agricole est une idée séduisante parée de deux vertus. La première est celle de l'efficacité. En effet, la libéralisation des prix agricoles conduit théoriquement, dans une économie marchande, à l'allocation optimale des ressources. Autrement dit, la libéralisation permet la production d'un bien-être maximum à partir d'un ensemble contraint de facteur et cet « effet richesse » devrait profiter à toutes les Nations.

La seconde vertu de la libéralisation est celle de l'équité. L'agriculture dans les pays riches bénéficie d'importantes subventions et de protections tarifaires qui enlèvent tout sens à la notion d'avantages comparatifs « naturels ». Ainsi d'après l'OCDE, entre 1986-2001, le soutien aux producteurs est passé de 9 000 à 17 000 euros par équivalent agriculteur à temps plein dans l'Union Européenne, de 15 000 à 22 000 euros aux Etats-Unis, de 12 000 à 26 000 euros au Japon, contre moins de 300 euros en Afrique Sub-saharienne. Sans ces subventions et les protections tarifaires qui les accompagnent, les Etats-Unis ne produiraient pas de coton, pas de riz, pas de maïs; la Japon ne produirait pas de riz, l'Union Européenne ne produirait pas de sucre, pas de riz, pas de maïs, moins de bœufs, moins de fruits, moins de blé.

Supprimer subvention et soutiens revient alors à redistribuer géographiquement les zones de production, au profit des régions où les facteurs indispensables à la production agricole que sont la terre et la main d'œuvre sont relativement abondants. Or les pays pauvres répondent à cette définition. Libéraliser le commerce agricole devrait donc déboucher sur une distribution plus juste des revenus agricoles dans le monde. Il existe un effet « redistributif » dont les nations les plus pauvres, opprimées par les subventions des pays riches, devraient tirer profit.

2. L'agriculture dans l'économie mondiale

D'après ces vertus de la libéralisation économique, les pays agricoles devraient afficher une part importante de l'agriculture dans leur PIB. Les pays sont classés selon le niveau de leur PIB et de leur spécialisation dans les activités économiques. Dans les pays

à vocation agricole, l'agriculture possède une grande place dans la croissance économique. Pour ces pays, le défi majeur est de promouvoir l'agriculture à jouer son rôle de moteur de la croissance et de réduire de la pauvreté. Pour les pays en mutation, l'agriculture contribue au développement de manière moins importante. L'accroissement des inégalités en milieux ruraux et urbains en termes de revenu crée des tensions politiques et sociales. La réduction de la pauvreté nécessite la croissance dans l'agriculture et dans l'économie rurale non agricole. On remarque que dans ces deux catégories de pays, la pauvreté se concentre en zones rurales. Dans les économies urbanisées, la contribution de l'agriculture est de faible part dans la croissance. L'agriculture agit comme tout autre secteur marchand, elle est prédominante dans quelques régions. Elle a l'aptitude de réduire la pauvreté rurale en insérant les ruraux pauvres en tant que producteurs directs et en leur créant des emplois.

Tableau 1: caractéristiques des trois catégories de pays, 2005

	Pays à vocation agricole	Pays en mutation	Pays urbanisés
Economie			
-PIB par habitant (en USD de 2000)	379	1 068	3 489
-croissance annuelle du PIB	3.7	6.3	2.6
Agriculture			
-valeur ajoutée agricole par habitant (en USD 2000)	111	142	215
-part de l'agriculture dans le PIB(%)	29	13	6
-contribution agricole à la croissance, 1993-2005 (%)	32	7	5
-croissance annuelle du PIB agricole, 1993-2005 (%)	4	2.9	2.2
-croissance annuelle du PIB non agricole, 1993-2005 (%)	3.5	7	2.7

Source : données sur la population active : FAO, 2006a ; autres données : Banque Mondiale, 2006b.

On constate que le niveau du PIB de 1993 à 2005 se trouve le plus élevé pour les pays en mutation ou les pays émergents en comparaison avec celui des pays à vocation agricole et des pays urbanisés. Ce niveau du PIB est expliqué par la croissance économique réalisée par ces pays durant seulement une vingtaine d'année. La part de l'agriculture dans le PIB est très élevée dans les pays à vocation agricole du fait de la masse des activités agricole dans l'économie de ces pays. Cependant, la valeur ajoutée agricole par habitant se situe à un montant faible par rapport à celle des autres types de pays. La raison en est que dans ces deux catégories de pays, l'agriculture se trouve plus

modernisée que celle dans les pays à vocation agricole. C'est pourquoi l'agriculture est parmi les points importants à étudiés dans le cadre des objectifs du millénaire pour le développement, afin de rester dans un champ libéral.

3. *L'agriculture dans les objectifs du millénaire pour le développement (OMD)*

Dans la déclaration du Millénaire, les Etats membres des Nations Unis reconnaissent que le commerce est un moteur important de la croissance. L'essor des échanges internationaux ces vingt dernières années a accéléré l'intégration économique et contribué à relever les niveaux de vie. De nombreux pays en développement ont pris part à ce processus : ils assurent désormais près d'un tiers du commerce mondial et contribuent à stimuler les échanges Sud-Sud. Tout cela grâce à des cycles de négociations commerciales multilatérales qui se sont succédé depuis 1947. Mais même avec ces accords commerciaux, les obstacles aux échanges n'ont pas disparu et demeurent importants dans certains secteurs essentiels pour les pays en développement.

Dans l'agriculture, qui compte parmi les secteurs soumis aux plus fortes distorsions, les progrès dans la réduction des droits élevés et de subventions qui faussent le commerce ont été limités. Or ce secteur constitue un enjeu particulier en matière de lutte contre la pauvreté et d'insertion des pays en développement dans le commerce mondial. Les exportations agricoles représentent près de 60% des recettes d'exportation dans environ la moitié des pays d'Afrique subsaharienne. Les agricultures du sud sont en général peu diversifiées et se concentrent sur un petit nombre de biens, souvent à faible valeur ajoutée.

Bien que les niveaux moyens de protection tarifaire soient comparables dans les pays industrialisés et dans les pays en développement, le recours aux subventions à la production dans les premiers et le fait que ceux-ci représentent les deux tiers du commerce agricole mondial souligne l'influence potentiellement importante des politiques agricoles des pays de l'OCDE sur le développement du sud. Existe-t-il une contradiction entre une logique « d'exception agricole » défendue par certains pays du Nord et la nécessité de renforcer les politiques de lutte contre la pauvreté pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)? Le rôle de l'Etat est ainsi remis en question, surtout dans l'élaboration d'une politique agricole.

III. Rôle de l'Etat dans le développement agricole

L'Etat maximaliste, soulignons-le, était la vision des premiers économistes du développement. Ils se basaient sur les défaillances du marché pour justifier une planification

étendue. C'est aussi la position des premiers gouvernements des pays en développement à peine indépendants et des pays occidentaux confrontés à l'énorme tâche de reconstruction après la seconde guerre mondiale¹³. Ils voyaient en l'Etat le moteur de la relance économique. Ils doutaient de la capacité du marché de faire décoller la production tant à court qu'à moyen terme. Pour eux l'Etat avait un rôle majeur à jouer dans la production. Car il est le seul à disposer d'une telle capacité. Les pays en développement qui ont connu une croissance rapide, la Corée du sud, Singapour ou Taïwan par exemple, sont des pays où l'Etat joue un rôle actif d'orientation du crédit vers des secteurs publics. Les stratégies de l'Etat sont surtout basées sur la combinaison des actions publiques et privées ce qui est à la base du succès. L'Etat ne doit pas être minimal, son rôle est important dans le développement.

1. La politique agricole

La politique agricole peut être définie comme l'intervention publique dans le secteur agricole. Après la libéralisation du commerce mondial, l'intervention publique n'est envisagée que pour corriger une défaillance du marché, mais elle peut aussi générer des dysfonctionnements plus graves que la défaillance elle-même. C'est pourquoi il est important de bien s'assurer que les méthodologies dans la politique établie peuvent faire face à toutes éventualités qui peuvent se présenter, l'anticipation de nouvelles perturbations éventuelles est très importante. Voici un extrait d'une élaboration de politique agricole à huit étapes, résumé dans le tableau suivant :

Tableau 2 : Présentation synthétique de la démarche méthodologique

	ETAPE	CONTENU
<i>Justification de l'intervention publique</i>	Etape 1	Diagnostic initial : enjeux liés au problème à traiter et éventuelle reformulation de ce problème
	Etape 2	Construction de l'arbre des problèmes, identification des défaillances de marché, de gouvernement et des problèmes d'iniquité.
	Etape 3	Construction de l'arbre des objectifs et identification des indicateurs objectivement vérifiables nécessaire au suivi-évaluation.

¹³Banque Mondiale, 1997, p. III

<i>Modalités d'intervention</i>	Etape 4	Définition des mesures possibles d'intervention publique.
	Etape 5	Sélection et hiérarchisation des mesures d'intervention. Evaluation qualitative de la faisabilité politique, sociale et économique des mesures.
	Etape 6	Identification des instances d'intervention.
<i>Impact et conformité des mesures</i>	Etape 7	Evaluation de l'impact de l'intervention publique.
	Etape 8	Définition des objectifs de négociation et mise en conformité de la politique avec les règles internationales.

2. *Importance de la politique agricole d'un pays pour son développement*

En économie, le vingtième siècle va se caractériser par une intervention massive de l'Etat. Dans le cas des politiques agricoles, les crises successives des productions, en particulier durant la première guerre mondiale, aux Etats Unis dès la fin du dix-neuvième siècle (1862 lorsque le gouvernement fédéral américain intervient dans la répartition des terres en 1922 pour encourager la formation de coopératives agricoles et rééquilibrer les rapports entre les agriculteurs et les industries dans les deux sens, et surtout à partir des années trente pour réguler une production agricole excédentaire et enrayer la brutale dépréciation des cours des matières premières agricoles), conduisirent les Etats à intervenir massivement pour préserver le revenu des agriculteurs et assurer l'approvisionnement alimentaire des économies. Outre l'objectif de soutien des prix, les politiques agricoles prennent conscience que le secteur agricole est en retard, ou, autrement dit, que sa productivité est insuffisante à cause des fortes pressions politiques pour sauvegarder l'ancien modèle agricole, garant de l'équilibre social. Mais au lendemain de la deuxième guerre mondiale, cette prise de conscience se transforme en un objectif précis : faire de l'agriculture un secteur économique capable de contribuer à l'expansion générale de l'économie. Le type de politique agricole qui se met en place à l'époque relève fondamentalement d'un nouveau rapport mondial. Une politique agricole apparaît par conséquent destinée à résoudre un problème (ici, celui du retard de la production agricole) à partir de la constitution d'un groupe d'acteurs qui contribue à faire admettre l'exigence du changement (agriculteurs modernistes et Etat). Il en ressort que la construction d'une telle politique agricole démontre en ce sens que l'agriculture participe au progrès de la société.